

Conférence annuelle des médias Swissmem du 29 février 2024

« Renforcer la place économique suisse et l'industrie tech »

Exposé de Martin Hirzel, président de Swissmem

Mesdames, Messieurs,

L'industrie tech suisse est une habituée des crises : j'en compte 7 pour les 15 dernières années. La particularité de la situation actuelle est la simultanéité de deux problèmes : une situation conjoncturelle qui provoque un effondrement global de la demande de biens d'équipement et un renchérissement des produits suisses en raison de la situation monétaire.

Un autre développement me préoccupe aussi – pas particulièrement pour nos entreprises, mais pour la place économique suisse en général : lorsqu'il est question d'investissements, la Suisse est toujours plus ignorée au profit par exemple des États-Unis qui accordent des subventions de plusieurs milliards. Il est prévisible que : la croissance à crédit se retournera contre ces États. La Suisse est bien sage de ne pas réagir à cela par une politique industrielle, mais à l'aide de recettes libérales solides. J'y reviendrai.

La force du franc est le deuxième facteur qui a causé d'énormes problèmes aux entreprises en 2023. On a entendu dans les médias : « Tout n'est pas si grave. » Mon approche d'entrepreneur me dit : la théorie est une chose, la pratique en est une autre. Certes, l'industrie tech a appris à gérer la surévaluation. Cependant, les entreprises ne peuvent pas contrer une brusque appréciation qui se produit en quelques semaines – comme entre mi-novembre et fin décembre 2023 – simplement en pressant sur un bouton. L'appréciation a légèrement été corrigée dernièrement. Le franc reste surévalué d'environ 5% par rapport à l'euro, si l'on compare la parité de pouvoir d'achat. Pour les entreprises dans lesquelles je suis impliqué, le problème est réel et important.

Et maintenant ? La situation est fragile et le développement futur est très imprévisible. Une brusque appréciation du franc ou un choc provoqué par des circonstances politiques pourraient relancer la spirale négative. » Ce n'est donc pas le moment de lever l'alerte. La période difficile se poursuit.

Cependant, le fait que le recul au niveau des entrées de commandes se soit affaibli au cours du quatrième trimestre 2023, me donne de l'espoir. Ceci, avec la légère tendance à la hausse des indices des directeurs d'achats, nourrit l'espoir que le creux de la vague de la récession pourrait être atteint au milieu de cette année.

Une deuxième raison qui permet d'être légèrement optimiste : l'industrie tech suisse ne connaît pas de problème structurel. Dans leur niche, les entreprises sont très performantes : grâce à l'innovation, l'automatisation et la qualité. Elles restent compétitives malgré les coûts élevés et la forte devise. L'industrie tech a considérablement augmenté sa productivité et sa valeur ajoutée au cours des 20 dernières années et occupe aujourd'hui plus de personnes qu'au début du millénaire. Je suis donc confiant que nous sortirons plus forts de cette situation difficile.

Et pourtant : nos entreprises ne peuvent avoir du succès en Suisse que si la politique les soutient. En principe, ceci n'est pas compliqué. Les entreprises doivent pouvoir compter sur des conditions favorables et moins coûteuses pour développer et produire leurs produits en Suisse et les exporter dans le monde entier. Nous devons retrouver nos vertus qui sont à la base de notre politique économique : accès au marché et conditions-cadres. Permettez-moi de vous donner les exemples les plus importants.

Actuellement, les taxes d'importation indiennes de près de 22% représentent un désavantage concurrentiel pour les entreprises d'exportation suisses dans cet immense marché. Il est extrêmement important de mener à bien maintenant les négociations en vue de l'accord de libre-échange avec l'Inde. Il est également encourageant de constater qu'il est prévu de prolonger l'accord de libre-échange avec la Chine et qu'un accord avec le Mercosur semble à portée de main.

De plus, il nous faut trouver encore cette année une solution de négociation durable et stable avec l'UE. Swissmem soutient activement les Bilatérales III. Nous exportons 80% de nos produits, dont environ 57% dans les pays de l'UE. Ces derniers restent, à long terme, les partenaires commerciaux les plus importants de la Suisse. Dans le contexte des Bilatérales III, il n'est pas seulement question d'un accès privilégié au marché. Il y est aussi question des spécialistes. Des programmes de recherche. D'un accord sur l'électricité. Ne laissons pas les opposants discréditer le succès de la voie bilatérale. La Suisse en profite énormément, tout comme les entreprises de notre industrie et ses 330 000 collaborateurs et 20 000 apprentis.

Les syndicats ont joué avec le feu en essayant d'extorquer des cadeaux non pertinents aux employeurs. Swissmem soutient les améliorations dans le contexte de la mise en œuvre des mesures liées à la protection salariale. Ensemble, nous y arriverons. En revanche, nous rejetons fermement les interventions supplémentaires sur le marché du travail flexible, telles que des allègements de la déclaration de force obligatoire des conventions collectives de travail ou des salaires minimums nationaux. Moins de 1% des travailleurs sont concernés par les mesures d'accompagnement – et notre branche, comme de nombreux autres secteurs de l'économie, n'est pas touchée du tout.

Chers représentants des médias,

De bonnes conditions-cadres, cela signifie aussi pour nos entreprises moins de charges et moins de coûts. Les décisions politiques ont un impact direct sur les charges quotidiennes des entreprises. Souvent, l'intention est bonne mais pas bien réalisée.

L'analyse de l'égalité salariale, par exemple, sert à un objectif que notre branche applique déjà de manière exemplaire : ne pas discriminer les collaboratrices. Cependant, dans la pratique, des prescriptions effarantes compliquent la vie des entreprises. Pour des raisons idéologiques, la Confédération refuse de corriger des erreurs évidentes dans le système.

Toutefois, nous tous, en tant qu'électeurs, avons aussi notre part de responsabilité : dimanche prochain, nous serons appelés à nous prononcer aux urnes sur l'initiative sur les rentes nuisible lancée par les syndicats. Avec la 13^e rente AVS et l'initiative d'allègement des primes en juin, les électeurs se prononceront sur deux chèques en bois de 10 milliards de francs par an. Ceci correspond à plus que ce que nous investissons dans la formation et la recherche ou dans la sécurité. Presque autant que pour le projet de génération NLFA. Chaque année ! Les conséquences seraient dramatiques : augmentations massives des coûts salariaux indirects et de la TVA, réductions drastiques dans d'autres domaines, ou des

ajustements dans le frein à l'endettement. Dans l'optique de nous autres, entrepreneurs, ce sont là des scénarios catastrophe.

Mesdames, Messieurs,

Tandis que dans d'autres pays, l'industrie tech souffre, en Suisse, elle est performante – pour le moment encore. Elle a passé une année difficile. L'espoir que nous aurons une reprise à partir du milieu de cette année persiste.

Pour que l'industrie tech demeure championne de l'exportation, championne du monde de l'innovation et reste un employeur et formateur important à l'avenir, notre pays doit prendre les bonnes décisions. La Suisse a besoin d'une industrie tech performante – l'industrie tech a besoin de conditions-cadres solides.

Je vous remercie de votre attention.

Pour de plus amples renseignements :

Swissmem Communication
Pfingstweidstrasse 102, CH-8037 Zurich
Tél. 044 384 41 11 / fax 044 384 42 42
E-mail : presse@swissmem